

## Chronique des années ULB Le Cercle des Etudiants communistes 1956-1961.

*De 1956 à 1961, Daniel Rochette accomplit ses études d'histoire à l'ULB. Il fut un membre actif du Cercle des Etudiants communistes, ainsi que du PCB. L'auteur de ces lignes suivit, à un an d'intervalle, le même parcours. J'ai pensé lui offrir un panorama de ces années, basé sur les archives et divers témoignages de contemporains, dont le mien.JG*

En décembre 1956, le comité central du Parti communiste décidait<sup>1</sup> la (re)création d'une Jeunesse communiste et des Etudiants communistes, organisations « ouvertes à tous les jeunes progressistes ». Il s'agissait de mettre fin à ce qui en tenait lieu sous le nom de Jeunesse Populaire et, à l'ULB, de doubler la section « Jean Guillissen » du Parti réunissant professeurs et étudiants, par une organisation d'étudiants pas obligatoirement membres du PCB. La base idéologique en serait explicitement le « marxisme léninisme » et ces organisations seraient « autonomes, s'inspirant de la politique du Parti »<sup>2</sup>. Garantie du lien maintenu avec celui-ci, le Secrétaire Politique des E.C devait en être membre.

L'ULB compte alors près de 5000 étudiants<sup>3</sup>, dont la vie associative déroule ses péripéties, parfois très animées, sur les escaliers, dans le hall et la grande salle de la Cité<sup>4</sup>. Trois cercles politiques « traditionnels », socialiste, libéral et communiste, comptabilisent au grand maximum, tous confondus, 500 étudiants. Une Association Générale des Etudiants (A.G.) regroupe les cercles facultaires, dont certains puissants et bien structurés (Médecine, Polytechnique, Solvay) et gère différents services aux étudiants. Elle organise la Saint-Verhaegen et dispose à cette époque d'une revue (en principe) trimestrielle, *Bruxelles étudiantin*. Elle est l'organe représentatif des étudiants auprès des autorités et son Bureau est élu en assemblée générale. Mais le dépositaire et le défenseur de « l'esprit ULB », le lieu et l'instrument des grands débats politiques, philosophiques et culturels, est le Cercle du Libre Examen. Il édite les *Cahiers du Libre Examen* qui s'interrogent à chaque parution sur un problème de fond : il y aura des numéros *Biologie et philosophie, Sciences humaines et sociologie, Libre pensée et athéisme*, mais viendront également *L'Algérie, Le Racisme*, etc.. Une grande figure a dominé quatre années successives le « Librex » : Roger Lallemand. (1952- 1956). Lui succédera notamment Pierre Verstraeten (1957-1958)<sup>5</sup>. A l'AG règne alors un autre grand format, Luc Somerhausen. A coté de ces leaders incontestés, la bataille est rude entre les familles politiques pour occuper les autres sièges, mais sans trop anticiper, disons que les stratégies d'assemblées et les courants dominants ont le plus souvent installé, à la période concernée, des comités où une gauche ouverte dominait, sur base

---

<sup>1</sup> Cette JCB avait existé entre les deux guerres ainsi qu'une organisation d'étudiants communistes, sous diverses appellations successives.

<sup>2</sup> Résolution du Comité Central du PCB des 15 et 16 décembre 1956.

<sup>3</sup> 4.837 en 56-57, pour atteindre 10.000 en 1968. Les gros bataillons sont, signe des temps, les Sciences, puis la Philo et la Médecine. *Les cent cinquante ans de l'ULB (1834-1984)*, Bruxelles, 1984.

<sup>4</sup> Une seule salle alors d'une contenance approximative de 500 places

<sup>5</sup> Dans cette lignée s'inscrivent Raymond Demousselle (1956-1957), Jean Lucke (1958-1959), Lucien Paris (1959-1960) Philippe Moureaux ( élu 4 avril 1960-1961).

d'une conception assez consensuelle d'un Libre Examen engagé. Loin d'y faire la loi ni même y siéger en permanence, les Etudiants communistes pouvaient y exercer une influence non négligeable<sup>6</sup>.

### **A l'ombre de Budapest, un démarrage choc !...**

La transition de la cellule du Parti au « Cercle des Etudiants communistes » s'opère sans difficultés. Les « grands acteurs » du monde étudiant communiste de l'immédiat après guerre, René Cyprès, Willy Peers, Jacques Lemaitre, Robert Wollast, Nicolas Steinberg, Jacques Moins, Bruno Vinikas, Bob Kawan, ont quitté l'Université ou ont intégré le personnel scientifique. Le maître à penser, détenteur de LA ligne, le professeur Paul Libois a perdu son pouvoir avec l'élimination du secrétaire général du Parti, Edgar Lalmand, en 1954<sup>7</sup>. En clair, s'en est allée la génération directement touchée, et pour certains, active pendant la guerre au sein des organisations résistantes.

Par la force des choses c'est une équipe plus jeune et réduite (entre vingt-cinq et trente membres) qui prend la relève et doit affronter, immédiatement, le séisme hongrois. Aux commandes du Cercle, Jérôme Grynepas, philosophe, redoutable dialecticien, déjà aspirant du FNRS, fait le lien avec la génération antérieure. Parmi les « entrants », Daniel Rochette entame les études d'histoire, une section à laquelle se rattache également un « vétéran », Maxime Steinberg, joyeux militant dont la science marxiste bien ancrée n'empêche pas une connaissance approfondie de la nuit bruxelloise. La longueur des études de médecine explique la présence d'autres « vétérans » qui forment un fort « détachement rouge » à la Porte de Hal<sup>8</sup>, alors territoire d'Esculape.

Le baptême sera rude. Si dans le passé, l'opposition à Léopold III a polarisé l'engagement, les étudiants politisés ont les yeux désormais bien plus tournés vers la France que vers la politique belge. Aussi quand les Etudiants Libéraux, qu'inspire alors un certain Luc Beyer de Rycke, gagné à la cause de l'Algérie française, invitent à leur tribune, sans contradicteur, l'avocat et leader d'extrême-droite Biaggi, le chahut organisé par la gauche va l'empêcher de parler. Une furieuse polémique se déchaîne alors dont l'enjeu est la signification du Libre Examen. Elle divisera durablement les étudiants, pesant sur les élections tant de l'AG que du Cercle du Librex. Etudiants communistes et socialistes appuient vigoureusement l'interprétation antifasciste adoptée par les dirigeants en place de ces deux cercles. Quelques mois plus tard, Maxime Steinberg théoriserait cette vision dans un article *d'En Avant*<sup>9</sup> qui fera largement référence aux écrits de Roger Lallemand pour qui le Libre examen est indissociable de valeurs qu'il s'agit de défendre en combattant sans concession.

Mais le plus dur était encore à venir : Budapest, 4 novembre 1956 ! Le 5 et le 6, les auditoriums sont chahutés, tracts et prises de paroles se succèdent, deux manifestations

---

<sup>6</sup> Ainsi Maurice Beerblock préside la Commission sociale de l'AG en 1955-1956, Jérôme Grynepas fait partie du Comité Librex avec Demousselle.

<sup>7</sup> Sur la période, voir l'excellent mémoire, malheureusement inédit, de Pierre-David Grynepas, *Une génération d'étudiants de l'ULB en lutte : de la clandestinité à l'Affaire Royale 1944-1951*, Histoire., Bruxelles, 1995, ULB.

<sup>8</sup> Aux cotés des « vétérans » Lucien Kilimnik et Michel Lustygier, débarquent en 1958 Maurice et Rachel Haber, futurs piliers du groupe médecine. Maurice sera l'un des « reconSTRUCTEURS » des E.C. après la scission grippiste (voir plus loin).

<sup>9</sup> *En Avant*, 11ème année, n°1, novembre 1957.

successives se déploient, non sans dégâts qui amènent le président de l'AG à offrir sa démission. Des mouvements revendicatifs prévus doivent être annulés, le cortège de Saint Verhaegen en prend un sérieux coup. L'intervention anglo-franco-israélienne au canal de Suez sert de contrepoids et permet la publication d'un manifeste<sup>10</sup> qui se réfère au Libre Examen et condamne le déchainement de violence. Il affirme voir dans le recours à la force la négation même du droit, et en appelle « à l'instauration dans la dignité et la tolérance d'un ordre international capable d'assurer une paix durable, la liberté individuelle, la liberté de conscience et la libre expression de la pensée »<sup>11</sup>. Le *Bruxelles Estudiantin* s'ouvre à tous les cercles politiques pour exprimer leur position. La manifestation violente enclenchée par la droite cléricale a entraîné des étudiants de l'ULB dans sa dérive et celle-ci est violemment condamnée par le Président de l'AG dans son discours de St Verhaegen. Il parle d'une crise grave du Libre Examen, tout comme le recteur Henri Janne. Les Etudiants libéraux condamnent eux, le blocage intervenu au sein de l'organisation représentative des Etudiants, qui a empêché une prise de position nette et immédiate envers l'intervention soviétique. Pour les Etudiants socialistes, la condamnation de l'intervention est sans appel. Mais ils veillent à se différencier tant des communistes que de l'hystérie libérale et cléricale. Ils exigent l'envoi d'observateurs de l'ONU et des élections libres.

La réaction des Etudiants communistes se déploie sur deux axes. Le premier est une condamnation sans équivoque du dogmatisme et de la bureaucratie, du fossé d'avec les masses, de la dictature du parti communiste hongrois qui a fait ainsi la démonstration de son échec total. Mais ces fautes sont à imputer en premier lieu à l'Union Soviétique qui, au mépris du marxisme-léninisme, a négligé délibérément la prise en compte des spécificités hongroises dans la ligne imposée. Le second axe de leur réponse est la justification de l'intervention par le déferlement de la terreur blanche, où le rôle du cardinal Mindszenty (ULB oblige) est bien souligné. Suit dès lors l'énumération des violences coloniales françaises, des interventions militaires américaines en Amérique latine, des dictateurs asiatiques, qui n'ont jamais ému les protestataires d'aujourd'hui. Si la seconde partie recoupe l'argumentaire généralisé des communistes, la condamnation et la responsabilisation de l'URSS et des partis communistes au pouvoir dépasse de loin la position adoptée par le PCB. Il a d'ailleurs fallu l'intervention énergique de Jérôme Grynypas et l'autorité que lui confère sa culture marxiste, pour que les EC n'aient pas suivi la condamnation pure et simple de l'URSS<sup>12</sup>. Il n'y aura pas d'hémorragie mais au contraire un resserrement des rangs qui favorisera leur redéploiement ultérieur.

L'autonomie acquise par la création du Cercle, sur laquelle insiste fortement l'éditorial du numéro de mars 1957 d'*En Avant*, revue des Etudiants communistes, qui présente la nouvelle forme d'organisation, permet opportunément de rencontrer le besoin de débat, de remise en cause du rapport aux pays socialistes et du mode de fonctionnement du parti communiste. L'organe des EC souligne avec une fierté quelque peu puérile, que la prise de position parue en janvier dans le BE, a été élaborée sans contrôle du PC, par un

---

<sup>10</sup> « signé par de nombreuses personnalités appartenant au milieu de l'Université... face à l'exploitation de ces événements par les milieux catholiques à des fins politiques », *Bruxelles Estudiantin*, janvier 1957.

<sup>11</sup> *Bruxelles Estudiantin*, janvier 1957.

<sup>12</sup> CARCOB, CCP, Comparution de J. Grynypas devant la Commission de contrôle politique du PCB, janvier 1961.

Cercle où désormais l'appartenance au parti ne concerne qu'un EC sur trois ! Mais cette ouverture interne ne peut effacer la pression de la société hors la bulle privilégiée de l'ULB : tous les articles d'*En Avant* demeureront encore anonymes et la revue s'en explique par l'hypothèque que fait peser la bourgeoisie sur les universitaires une fois quitté le cocon protecteur<sup>13</sup>.

Les E.C. annoncent la publication prochaine d'une grosse brochure résultant d'une étude des événements menée en toute indépendance. Elle ne paraîtra pas. En revanche, le bouillonnement d'idées est manifeste : entre mars et le 1<sup>er</sup> mai, quatre commissions plangent sur tous les sujets litigieux : politique internationale, stratégie nationale, questions universitaires et le Parti. L'état des travaux présenté dans le numéro du 1<sup>er</sup> mai 1957 fait état de positions divergentes sur plusieurs des points abordés, séparant globalement les tenants d'une stratégie offensive et « bolchevique » et ceux prônant la recherche de l'unité des forces de gauche. Le ton a manifestement changé depuis le 1<sup>er</sup> Mai 1956, quand le numéro d'*En Avant*, mis à part quelques pointes d'humour étudiant, servait des plats fort indigestes appelant à la République socialiste belge de demain ! Mais aussi s'annonce la volonté de se préoccuper de la politique sociale en Belgique, tout particulièrement de la condition étudiante. C'est un EC, Maurice Beerblock, qui a présidé la Commission sociale de l'AG pendant l'année 1955-1956. C'est elle qui gère les divers services étudiants (placement, logement, presses...) et porte leurs revendications, notamment en ce qui concerne la Cité et le restaurant. A l'ULB, comme dans les autres universités, la définition des objectifs et les solutions à apporter demeurent, soit un peu vagues, soit fort traditionnels : bourses, allocations diverses. Le modèle demeure souvent la France et le programme de l'UNEF. Mais cela ne passionne pas les foules...

Manifestement ce climat interne a raffermi une organisation qui commençait à battre de l'aile, mais le signe le plus manifeste que Budapest n'a pas isolé définitivement les communistes à l'ULB est l'intérêt manifesté pour le « VI<sup>e</sup> Festival international de la jeunesse pour la paix et l'amitié » qui s'ouvrira fin juillet 1957 à Moscou ! Une participation de 600 Belges y est prévue : 48 étudiants de l'ULB en seront, représentants de tous les cercles politiques, (Léon Ingber pour les EC), de nombreux cercles facultaires et du Librex. Roger Lallemand est à la tête de la délégation ULB.

Première ouverture de masse de l'Union soviétique dans la foulée de la politique de coexistence pacifique menée par Krouchtchev, ce Festival -quinze jours de rencontres festives et culturelles, sur un modèle que copieront quelques décades ultérieures les rencontres papales! - c'est autant pour les jeunes communistes que pour les autres, un premier contact avec la réalité du « pays du socialisme ».

Et à lire le B.E.<sup>14</sup> de la rentrée, à entendre les chefs de file égrener leurs impressions dans la grande salle de la Cité le 30 octobre<sup>15</sup>, le bilan dressé est relativement positif, et même sympathique. Même si, comme le dit Lallemand, « on critique le passé pour mieux

---

<sup>13</sup> Des prénoms, des initiales et des pseudonymes apparaissent dans les numéros de l'année 1957-1958. Quant en 1958, s'affiche un Comité de rédaction, seuls Maurice Beerblock et Jacques Nagels y dévoilent leur identité réelle. .

<sup>14</sup> Cf. *Bruxelles Estudiantin*, numéro de Saint Verhaegen 1957

<sup>15</sup> Le 30 octobre 1957 : Roger Lallemand, Alain Couturier (Droit) François Leyder (étudiants libéraux), Léon Ingber (E.C.) (archives personnelles de l'auteur, APA).

louer le présent, noyer le présent entre le passé et l'avenir », même si, pour Léon Ingber, « le temps de la confiance aveugle est définitivement révolu ».

Cette première année du Cercle a servi de banc d'essai dont la suivante, 1957/1958, va pouvoir engranger et structurer les bénéfices, tant sur le plan de la présence et la stratégie à l'Université que dans le rapport au parti.

Une cinquantaine de membres constituent le Cercle, dont seulement neuf membres du PC. Un secrétariat est constitué où Léon Ingber, seconde Grynpsas tandis que, fort d'une année passée « dans les rangs », Daniel Rochette assume le secrétariat administratif. Robert Versteegh étudiant en droit, prend en main *En Avant* qui nourrit de plus grandes ambitions que la version antérieure, quelque peu bricolée. Nul étonnement qu'après le festival et en cette année du 40ème anniversaire d'Octobre, un séminaire est organisé sur l'URSS avec Jacques Grippa, et que les livres soviétiques constituent les best-sellers d'une autre innovation de l'année : la vente mensuelle de livres marxistes dans le hall de la Cité, véritable « agora » de la vie estudiantine. Activité idéologique marquante, elle inscrit le communisme dans l'espace universitaire, mais aussi, par une réussite qui ne se démentira pas, constitue un précieux atout financier pour le Cercle ! Avec l'invitation, très ambitieuse, dans la grande salle de la Cité, du philosophe Jean-Toussaint Desanti<sup>16</sup> qui vient parler de Spinoza<sup>17</sup>, le Cercle inaugure une veine qui s'avèrera très fructueuse dans la bataille idéologique que veulent incarner les étudiants communistes : l'invitation à leur tribune d'intellectuels marxistes français.

Mais la grande bataille universitaire de l'année, qui mobilisera et les stratèges et les militants, est la lutte qui se joue pour la conquête du Cercle du Libre Examen et l'AG, ou plutôt la lutte pour en conserver la direction progressiste, dans la lignée Lallemand. Il s'agit de contrer l'offensive entamée l'année précédente par une droite de plus en plus agressive. Sous le couvert des Etudiants libéraux menés par Luc Beyer De Rijck, l'assaut est appuyé sur par les Cercles de Médecine, Solvay et Sciences Po, le tout sur fond de guerre d'Algérie.

Le 4 novembre 1957 une assemblée particulièrement houleuse et partagée offre de justesse la présidence du Librex à Pierre Verstraeten, un philosophe dans la lignée Lallemand, opposé à Luc Beyer. Cette direction va réussir un coup d'éclat qui affermira sa légitimité. Librex et AG réunis, cette dernière présidée par Luc Somerhausen, un juriste, emmènent le 28 février 1958, un bon millier d'étudiants au cinéma Variétés pour une projection « privée » du film de Stanley Kubrick, *Les Sentiers de la gloire*, qui évoque les fusillés pour l'exemple de 1915. Quelques jours auparavant, des officiers français avaient chahuté violemment le film, l'ambassadeur de France était intervenu auprès du Bourgmestre. Les pressions officielles françaises étaient même remontées à New York auprès de la firme productrice ! Le film est retiré de l'affiche ! La presse fait un large écho à l'action étudiante, le recteur félicite l'AG et le Librex. Début mars, le film reprend

---

<sup>16</sup> Jean-Toussaint Desanti (1914-2002) formé par Jean Cavailles à la philosophie des mathématiques, a enseigné la philosophie à Normale Sup ainsi qu'à la Sorbonne. Il a eu pour élèves Michel Foucault et Louis Althusser et a dirigé la thèse de Jacques Derrida. De son côté, le Librex offre sa tribune à un autre philosophe communiste, directeur de recherche CNRS, Henri Lefebvre, le 19 mars

<sup>17</sup> Le 6 mars 1958

une carrière qui sera –par le fait même- triomphale<sup>18</sup>. Dans cette bataille contre la censure, l'enjeu algérien est clairement sous-jacent. Il s'impose à nouveau quand le Librex organise, du 10 au 13 mars, une semaine d'information sur l'Algérie en invitant à sa tribune notamment Claude Bourdet<sup>19</sup> et Jean Amrouche, auxquels va s'opposer, invité par Science Po, Jacques Soustelle<sup>20</sup> en personne. Salles combles, surchauffées, mais tous les orateurs seront écoutés.

Les EC sont tout entiers dans cette bataille. *En Avant* publie le reportage interdit de *France Observateur* sur les maquis du FLN<sup>21</sup>. Le numéro de mars résume les interventions de la semaine et fournit une réponse documentée aux assertions de Soustelle<sup>22</sup>. Il présente également le Parti communiste algérien et expose l'argumentation du PCF, que l'on sait fort critiquée à gauche. Cet engagement demeurera constant, sous diverses formes... En mai 1958, *Les Cahiers du Libre examen* consacrent un très copieux numéro à l'Algérie, qui réunit des signatures prestigieuses et des textes interdits en France<sup>23</sup>.

La cause algérienne constitue un ciment qui affermit un bloc politique de gauche à l'ULB. Elle revigore en effet les Etudiants socialistes où les dirigeants se situent de plus en plus à gauche et sont flanqués d'une aile très militante, la section ULB du Mouvement socialiste pour les Etats Unis d'Europe, le MSEUE<sup>24</sup>. L'unité d'action s'avère donc plus évidente avec les Etudiants communistes. Un meeting du Premier Mai se tient à la Cité, présidé par Lucia De Brouckère où interviennent aux côtés du professeur Debever, (CGSP-ULB), Claude Remy pour les ES, Jérôme Grynepas pour les EC et Henri Bernard pour le MSEUE<sup>25</sup>.

L'année universitaire se clôt par une victoire progressiste : malgré la mise en cause des directions du Librex et de l'AG par les trois cercles facultaires précités, plus particulièrement pour leurs prises de position sur l'Algérie, les élections du 7 mai au Librex rejettent à nouveau Luc Beyer pour introniser Jean Lucke qui s'inscrit dans la lignée progressiste.

Le Cercle des E.C. a donc affirmé une forte présence et conquis une audience certaine. Il œuvre au sein d'une alliance relativement efficace qu'il a consolidée et qui fait victorieusement front contre les assauts répétés d'une droite de plus en plus vindicative.

---

<sup>18</sup> Luc Somerhausen, in *Bruxelles Estudiantin*, Pâques 1958.

<sup>19</sup> Claude Bourdet, résistant, Compagnon, de la Libération, chrétien de gauche membre du PSU, fondateur de *France Observateur* ; Jean Amrouche, écrivain algérien.

<sup>20</sup> Jacques Soustelle, ministre et dirigeant gaulliste, ancien gouverneur général de l'Algérie, milite pour l'Algérie française et sera fondateur de l'OAS.

<sup>21</sup> Raffaello Uboldi, *J'ai passé trois semaines dans le maquis en Algérie*, *En Avant* n° 2, janvier 1958

<sup>22</sup> Michel Rivière, *Monsieur Soustelle, à nous la parole*, *En Avant*, n° 3, mars 1958

<sup>23</sup> XVII série, mai 1958. Avec les signatures de Germaine Tillion, J.-P. Sartre, Mostefa Lacheraf, Henri Alleg, J.J. Servan Schreiber...

<sup>24</sup> Ce glissement est bien illustré par la personnalité des secrétaires qui vont se succéder à leur tête : d'André Philippart à Claude Remy, pour aboutir en 1960 à Henri Bernard qui animait déjà, avec Roger Thirion, le MSEUE, Cf *Le Peuple estudiantin*.

<sup>25</sup> 30 avril 1957. Le tract qui appelle au meeting porte également l'invitation à se joindre aux JGS pour défiler le matin du 1er mai « pour l'Algérie Libre ».

Mais à ces avancées dans le microcosme ULB répond une baisse dramatique d'influence du Parti communiste dans le pays que les élections du 1<sup>er</sup> juin 1958 illustrent sans fard : plus de 80.000 voix perdues par rapport à 1954 et disparition de deux des quatre sièges obtenus alors! Les membres du parti à l'Université ont pris leur part dans la campagne électorale, notamment en mettant au point un programme pour la recherche scientifique<sup>26</sup>. « Déçu mais non étonné des résultats », le secrétariat des EC adresse le 5 juin au Comité central un appel à un congrès extraordinaire pour lequel il formule déjà quelques « thèses » qui mettent très clairement en cause, « au nom d'une analyse marxiste », la ligne politique suivie. Sur un canevas proposé par Léon Ingber et Daniel Rochette, Jérôme Grynepas tient la plume et a manifestement construit l'argumentation. Cet appel demeure alors sans écho, mais la question du rapport au parti est désormais posée qui rebondit avec une certaine véhémence à la rentrée, d'autant que les élections communales du 14 octobre confirment, en l'aggravant, la perte d'audience du PC.

### **Le rapport au PC**

Le succès indéniable des E.C. que la rentrée d'octobre 1958 porte de 80 à 100 membres, font de cette entité communiste, un pôle d'intérêt non seulement pour la Fédération bruxelloise au sein de laquelle ils commencent à peser mais, on le constate, également, auprès de la direction nationale.

Georges Petr  est intervenu en 1957 au XII congrès du PCB au nom de la section Guillissen. *En Avant*, leur revue, ambitieuse mais quelque peu « maigrichonne », (32 pages, tirée entre 500 et 700 exemplaires), demeure malgré un rythme plus soutenu et une audience plus large   partir de 1958, d'une circulation limitée aux enceintes universitaires. Mais il n'empêche que le numéro deux du PC, pilier et ordonnateur du pôle intellectuel, l'ancien ministre Jean Terfve reçoit et discute régulièrement avec les responsables de la rédaction<sup>27</sup>. Les membres du Bureau Politique répondent sans réticence à la demande de participation aux séminaires et week-ends d'études r guli rs des E.C. En contre partie, pourrait-on dire, l'austère et rigoureuse Commission de contrôle politique suit avec attention, non sans effroi et réprobation parfois, avant même de s'occuper de la ligne politique, les m eurs très (trop) libérés à son gré de certains, et la fréquentation qu'elle juge répréhensible des lieux qui allient à ses yeux la débauche et la flicaille...Les Bruxellois auront reconnu la fameuse « Jambe de Bois » !

Si l'exposé des divergences attend l'année 1960 pour être détaillées<sup>28</sup>, celles ci sont explicites à partir du document du 5 juin 1958 qui, pour faire bref accusait le parti d'avoir abandonné la lutte de classes au profit d'un réformisme intégrateur à l'état bourgeois. Dans la foulée, Grynepas, le rédacteur final, rejetait les « trompeuses opérations dites de Front Populaire ». Ce sont ensuite des articles de *En Avant* d'octobre, de novembre 1958 et de janvier 1959 qui sont mis en cause, s'apparentant à de profondes divergences d'analyse théorique. Si la forte personnalité du secrétaire des E.C imprègne le débat et collectivise sa pensée au nom des Etudiants, il paraît évident, la

---

<sup>26</sup> *Enseignement et recherche scientifique. Programme du Parti communiste pour la législation 1958-1959 présenté par un groupe d'enseignements et de chercheurs scientifiques*, Fédération bruxelloise du PCB, Bruxelles, 16p. \_

<sup>27</sup> Carcob, Archives Terfve, n  33, Notes prises aux réunions avec des responsables des EC et d'*En Avant*.

<sup>28</sup> Comité fédéral de Bruxelles, *Données sur le cas Grynepas*, ron. 8 pages, 1 avril 1960.

suite le montrera, que ces derniers partagent bien des élans critiques envers ce qui leur apparaît comme une stratégie bien trop conciliante. Le parti qualifie ces vues de gauchistes. Tous ne partagent cependant pas la vision de Grynepas qui réendosse de fait la stratégie « classe contre classe » abandonnée en 1935 par le VIIème Congrès de l'Internationale et condamnée à nouveau en 1954 par le XI congrès du parti belge pour avoir conduit à l'isolement et aux défaites depuis 1945! Mais d'octobre 1958 à la préparation du XIII<sup>e</sup> Congrès de Pâques 1960, de multiples discussions se déroulent entre direction fédérale et membres étudiants du parti, où l'argumentation fait prime. La vie et l'activité du Cercle à l'Université n'en sont point affectées. L'assemblée générale du 29 mars 1959 vote d'ailleurs son accord entier « avec la ligne politique du PCB » telle qu'elle résulte de tous les congrès et conférences depuis le XI<sup>e</sup> Congrès.

Le premier week-end d'étude, fin octobre 1958 à Namur, est entièrement consacré à l'histoire et à la politique du PCB : successivement viennent plancher devant 40 étudiants, Jean Terfve, Pierre Joye, Gaston Moulin et Bob Claessens. Le parti a déployé la grosse artillerie ! Il est même décidé de tenir un second week-end, en novembre, sur ce thème du parti en Belgique.

Au week-end de Namur sont également adoptés les statuts du Cercle qui formalisent les principes à la base de sa création et les règles de son fonctionnement. Les EC « adhèrent aux principes du marxisme-léninisme » et « soutiennent la lutte du PCB pour l'avènement du socialisme en Belgique ... Ils propagent dans les milieux intellectuels de la jeunesse l'idéologie révolutionnaire ». A noter un des impératifs de l'époque : il s'agit « de soutenir la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation et leur indépendance ».

Mais la morale n'est pas absente : deux sessions d'examens successives ratées entraînent la suspension de toute responsabilité. L'étudiant communiste se doit d'être un bon étudiant !

L'assemblée générale est souveraine. Elle élit un secrétariat d'au moins quatre membres qui constituent l'exécutif du Cercle. Seul le secrétaire politique doit être membre du PCB mais il ne peut être fait aucune autre différence entre membre ou non membre du parti. Pour des tâches déterminées, s'organisent des collectifs, permanents ou circonstanciels.

Un membre du Bureau fédéral du PC « suit » les EC et assiste aux réunions des membres du parti à l'université. Ce sera pour un bon bout de temps, Jacques Grippa.

### **1958-1959 : une année riche et agitée : un nouvel En Avant, le Congo, des préoccupations sociales, unité, formation idéologique.**

Grynepas ayant fait un pas de côté (mais pas très loin, on le verra) un nouveau secrétariat est constitué sous la fêrle souriante et consensuelle de Léon Ingber, étudiant de romane et droit, et la présence réaffirmée de Daniel Rochette à l'administration/trésorerie. « Serge Guilloux » devient directeur d'*En Avant* qu'il va révolutionner. C'est un étudiant en histoire passionné de journalisme, dont le parcours professionnel le conduira à la rédaction en chef du journal télévisé de la VRT sous son nom réel, Kris Borms<sup>29</sup>. Il forme à ce « métier » un camarade de promotion, agissant comme rédacteur en chef et qui lui succédera, « Michel Rivière »<sup>30</sup>.

<sup>29</sup> Kris Borms (1939-2000), Rédacteur en chef jusqu'au numéro 7 d'octobre 1959.

<sup>30</sup> C'est José Gotovitch, cependant publiquement et officiellement Secrétaire politique des EC par la suite que ce pseudonyme « dissimule ».



La nouvelle équipe de rédaction adopte un design qui se veut moderne et affiche sa prétention intellectuelle : le nouvel *En Avant* se revendique « revue culturelle et politique éditée par les étudiants communistes », désirant sortir du cadre strictement universitaire pour devenir une tribune du marxisme en Belgique. Il s'ouvre largement sur le monde, aligne un hommage à Joliot-Curie à propos duquel un professeur ULB, Jules Géhéniaux, égrène ses souvenirs. Il donne la parole à un dirigeant de l'UEC (France) sur le référendum; Rosine Lewin parle de l'éveil du Congo ; Youssif Al Durrah, étudiant à l'ULB et membre du cercle, éclaire le 14 juillet irakien ; Jean-Claude Huens, metteur en scène, présente le Théâtre universitaire...Et Maurice Beerblock entame une histoire des luttes étudiantes en rappelant le parcours de Robert Lejour<sup>31</sup>. La revue annonce (et réalisera) six numéros pour l'année universitaire : vente et abonnements sont lancés pour un tirage de 1000 exemplaires. Par ailleurs, l'expérience entamée l'année précédente est poursuivie d'un copieux Bulletin intérieur.

Mais la rentrée 1958 voit entre autres adhésions celle d'un trio anversoïse : trois militants déjà proches ou même membres du PC, dont la formation théorique est à la fois la caractéristique et la préoccupation. Jacques Nagels a dirigé *l'Humanistisch Verbond*, Guy Desolre a adhéré au Parti à Anvers. Avec Jean-Pierre Van Tieghem, ils constituent un collectif idéologique qui entame la lecture du Tome I du *Capital*. Ce « Collectif Marx » s'adjoint des participants occasionnels, dont le plus constant est Robert Versteegh, le premier rédac chef d'*En Avant*. Entamant leur travail en octobre 1958, ils livreront de (longues) contributions à la revue jusqu'en mars 1960. Tous trois joueront un rôle essentiel aux EC.

C'est que le marxisme est bien l'arme principale par laquelle les Etudiants communistes s'assurent, dans l'esprit de l'époque, une position spécifique, convaincus de détenir la clé d'explication universelle qui leur assure une position intellectuelle dominante. Et le combat est d'autant plus gratifiant que l'Université veut encore l'ignorer ou, mieux, le combattre. Un professeur respecté et très respectable n'assène-t-il pas à de grands auditoires en introduction à son cours d'histoire plusieurs séances de détricotage du matérialisme historique ? Celui ci prend donc pour beaucoup l'apparence du fruit défendu, d'où l'ambition d'*En Avant*, d'où les conférences publiques explorant systématiquement la méthode marxiste dans les différentes disciplines<sup>32</sup>, d'où les weekends et séminaires internes à différents niveaux. Outre le collectif Marx, pour les étudiants avertis, sont organisés des séminaires d'initiation pour les nouveaux, tant au sein des collectifs facultaires qu'avec l'aide d'appoints extérieurs<sup>33</sup>.

Un autre collectif s'est mis au travail qui prépare un « Cabaret rouge ». Le 23 janvier 1959, dans la grande salle de la Cité, des textes de Brecht, Maïakovski, Adamov, Tchekov sont dits et joués. Mais le « clou » de cette soirée, sera, déclamé avec émotion par Maurice Beerblock devant une salle tétanisée, un long poème, cri de révolte d'un poète noir anonyme, intitulé « Tokende ». Il fait écho aux événements qui viennent d'ensanglanter Léopoldville<sup>34</sup> et sera reproduit dans le numéro « Spécial Congo » d'*En*

<sup>31</sup> *En Avant* n°1, octobre 1958

<sup>32</sup> Le week-end de la Toussaint 1959 est consacré à l'économie avec la présence d'un rédacteur de la revue *Economie et Politique* éditée par le PCF, Jan Dessau.

<sup>33</sup> Ainsi est-il fait appel à Herz Jospa, pour assurer à son domicile un séminaire pour « les bleus marxistes » *Rapport d'activité EC 1956-1959*, ron. 6 p., APA

<sup>34</sup> Rappelons les victimes noires le 4 janvier à « Léopoldville » lors d'une des toute première manifestation politique dans la colonie..

*vant* qui sort en février et qui lui vaudra l'honneur (et la consécration !) d'être interdit au Congo !

C'est que, depuis le 4 janvier 1959, la cause congolaise enflamme les militants progressistes en Belgique. Jeunesse et Etudiants communistes se lancent dans des actions de grande envergure avec l'objectif d'empêcher l'envoi de miliciens et la répression au Congo. Ils réclament l'indépendance immédiate. 20000 tracts sont distribués dans les gares par des équipes conjointes JC et EC.

Le Librex enchaîne et l'assemblée de février porte à son comité le premier étudiant noir de l'ULB, Isidore Rwubusisi. Alors qu'émergent des voix discordantes sur le sujet, l'organisation étudiante exprime une position anticolonialiste nette et tranchée<sup>35</sup>. La question du Congo reviendra avec violence à l'ordre du jour l'année suivante.

Dans la mesure où l'université, et particulièrement l'ULB, demeure un lieu socialement privilégié, la condition sociale des étudiants apparaît le plus souvent comme une affaire de spécialistes dont la motivation résulte plus d'un engagement général, moral et politique, que de la défense de conditions de vie vécues. C'est aussi par mimétisme et exemplarité du mouvement étudiant français, l'UNEF en particulier, qu'est réanimée fin janvier 1959 la Fédération des Etudiants de Belgique (FEB) dont le congrès précédent remonte à 1953! Inutile de dire que faible ou inexistante a été la transmission de mémoire et que le modèle de référence sera la Charte de Grenoble adoptée en 1946 par l'UNEF ! Si l'objectif du congrès qu'elle tient à Liège portait avant tout sur le social, la question congolaise occupera fort les esprits, le congrès marquant notamment sa solidarité avec les étudiants congolais, dont deux délégués sont présents, en butte aux investigations de la Sûreté de l'Etat <sup>36</sup>...

Trois étudiants communistes figurent dans la délégation ULB (9 sur 50 participants) qui s'appuient sur les travaux d'un « collectif social » mis en place en interne pour la préparation du congrès.

La formule française de l'étudiant « jeune travailleur intellectuel » est reprise<sup>37</sup>. Sont réitérées les revendications générales qui s'articulent autour de la « démocratisation de l'enseignement », avec l'évocation très hypothétique d'un « présalaire ». Quand le 23 avril à minuit, une centaine d'étudiants de l'ULB investissent le château de Beersel et l'occupent une nuit entière, un grand calicot décore les murs vénérables qui réclame des « Subsidés aux Cités ». Le tract qui appelle le matin au Solbosch l'ensemble des étudiants à soutenir « les assiégés » détaille les exigences : « allocations d'étude, subsidés aux cités et restaurants, locaux modernes, crédits pour la recherche scientifique ». Avec le président de l'AG, Michel Fried, Jean-Pierre Olivier, un étudiant

---

<sup>35</sup> Il faut souligner l'évolution des idées, y compris au sein de l'instance la plus progressiste : en janvier 1958, réclamant la liberté de la presse et le respect des droits de l'homme au Congo, ainsi que l'égalité des droits entre Belges et Congolais, le Librex s'estimait « conscient des dangers qu'une évolution trop rapide pourrait faire courir au territoire dont l'élite indigène n'est pas encore suffisamment nombreuse et ne possède pas encore suffisamment ni la solide formation politique, économique et sociale, ni l'indispensable prise de conscience des problèmes communs à l'ensemble du Congo »...Il reprenait les paroles du Roi Albert : « la mission de colonisation est avant tout une mission de haute civilisation » APA, tracts ULB.

<sup>36</sup> Voir le panorama des travaux dressé par Martine de Bary dans *Bruxelles Estudiantin*, 13 année 1959, n° 4.

<sup>37</sup> Cf Michel Rivière, « Syndicalisme étudiant », *En Avant*, n° 5, avril 1959.

communiste alors Président du Cercle de Philo est à la base de l'opération qui restera plus dans les mémoires comme un sommet du folklore étudiant que de la lutte sociale ! C'est dans la foulée de la grande grève que resurgiront des revendications spécifiques, c'est en novembre 1961 que le Librex consacrera un Cahier spécial à « La condition étudiante » Sur les mânes de la FEB disparue sans bruit, se construira alors le MUBEF.

Le rapprochement se précise avec les Etudiants socialistes : un séminaire « marxisme » commun entend successivement Ernest Mandel et Pierre Joye d'une part, Pierre Vermeylen et Jean Terfve de l'autre. Une plateforme commune est élaborée dont les points forts sont l'abrogation de la Charte coloniale, la démocratisation de l'enseignement et la fin des expériences nucléaires. Au meeting du 1<sup>er</sup> mai à l'ULB s'expriment Hervé Brouhon pour le PSB et Jean Blume pour le PC, ainsi que les secrétaires respectifs des ES et des EC. Les EC défilent cette fois avec les JGS et les ES dans le cortège de l'Action commune. Ces derniers répondront vertement à *La Gauche* qui avait mis en cause cette présence communiste « illicite » dans la manifestation<sup>38</sup>.

Une grande ambition ne va pas connaître l'aboutissement attendu : espérant briser le « ghetto » universitaire, *En Avant* lance une enquête sur la jeunesse, embrassant tous les aspects de sa situation, du mode de vie, de ses aspirations. Le *Bruxelles Estudiantin* accepte d'en relayer le questionnaire. Les réponses affluent, mais faute de méthode et de disponibilité, seule la question portant sur l'indépendance du Congo, non acquise au moment de l'enquête, connaîtra un écho, d'ailleurs fort contrasté, en mars 1960 !<sup>39</sup>

### **Les années 1959-1960 : tempêtes idéologiques, politiques et sociales. Les Etudiants au miroir d'une société en mouvement**

En octobre 1958, avait été annoncée, dans le cadre de la politique européenne, la fermeture de plusieurs charbonnages borains. PSB et FGTB tergiversent, le gouvernement va de l'avant et désigne huit puits. Le 13 février 1959, la grève se déclenche. Le PC se jette dans la bataille, refusant toute fermeture et licenciement avant un an et tente d'élargir la lutte à toute la Wallonie<sup>40</sup>. Initiative toute nouvelle : chaque jour de la grève, une équipe d'étudiants communistes « descend » au Borinage, au service de la Fédération, distribuant ses tracts, renforçant au besoin les piquets de grève, assurant certains transports, vendant le *Drapeau Rouge*<sup>41</sup> ...Première expérience sur le terrain des luttes ouvrières, premier contact véritable avec le terrain social à chaud, avec des militants éprouvés aux traditions combattives. Le pot de café bu autour du poêle de Louvain sur lequel chauffent les trois cafetières traditionnelles<sup>42</sup>. Ils sont accueillis avec bonhomie, mais non sans perplexité, ces gentils petits-bourgeois qui viennent de Bruxelles, une capitale qui paraît à la fois lointaine et étrangère dans les corons borains ! Mais chez les étudiants, les traces en demeurent profondes et influenceront les prises de positions ultérieures des EC.

<sup>38</sup> *La Gauche*, 9 mai, 23 mai, *Le Drapeau Rouge* 12 mai 1959.

<sup>39</sup> « Jeunes qui êtes vous ? Vingt-six questions *En Avant*, n° 9, mars 1960 ; *Bruxelles Estudiantin*, 13<sup>e</sup> année, 1959, n°4,

<sup>40</sup> *La lutte du Borinage et des mineurs contre les fermetures et le chômage. L'avis et les perspectives des communistes*, Edition Communisme, n° 2, mars 1959, 24p.

<sup>41</sup> A noter : un tract des Etudiants wallons marque également sa solidarité avec les grévistes borains.

<sup>42</sup> Souvenirs personnels de Jack Houssa.

Car si les syndicats acceptent le plan de fermeture fin février, et que la grève s'achève, l'agitation ne cesse pas et une Commission élargie de Défense du Borinage poursuit ses réunions et sa recherche de solutions. Menant une initiative toute personnelle, Jérôme Grynepas, toujours influent au sein des EC, va bientôt s'y illustrer. Sa « descente » sur le terrain et ses suites correspondent à la préparation du XIII<sup>e</sup> Congrès du Parti prévu pour Pâques 1960. Le champ d'une grande explication idéologique est tout trouvé : par leur nombre, par leur activité, les EC de Bruxelles constituent désormais un intervenant de poids dans le débat communiste. L'actualité universitaire, nationale et internationale va leur offrir un champ d'expérience nourri.

C'est avant même la rentrée ULB que la direction du parti est saisi d'une plainte de la Fédération boraine relative à l'intervention intempestive dans le Borinage d'étudiants communistes « dont Grynepas » (sic) « procédant dans la région à des échanges de vues et soumettant des propositions ...aventuristes à caractère de diversion, en ignorant systématiquement la fédération..<sup>43</sup>». Ces propositions, Jérôme Grynepas les résume dans un tract, personnel, qu'il diffuse au gré de ses rencontres et dont il exposera les détails à une réunion du Comité élargi, mais aussi à une réunion de cadres bruxellois ainsi qu'à une assemblée fédérale boraine. *La Libre Belgique* en fait état <sup>44</sup> ! Il s'agit ni plus ni moins que d'un appel à la gestion des charbonnages par les travailleurs eux-mêmes, via la « communalisation » des puits et au développement de comptoirs autonomes de vente !<sup>45</sup> Si son plan n'obtient aucun appui dans le parti, ces idées ne sont pas sans troubler les étudiants qui ont œuvré au Borinage<sup>46</sup>. Après la lettre de juin 1958 et les articles *d'En Avant*, ceci constitue le deuxième élément de ce qui va devenir « l'affaire Grynepas ».

L'année académique s'ouvre (assemblée du 24 octobre 1959) avec la mise en place d'un nouveau Secrétariat. Innovation, deux Secrétaires politique se partagent la direction : Guy Desolre et Maurice Beerblock. Daniel Rochette assure à nouveau l'administration et la trésorerie<sup>47</sup>, Gotovitch la direction de la presse, Marc Rayet l'organisation .. L'année débute comme toujours par un week-end d'étude consacré aux questions économiques. L'assistance est fournie. Le nombre total de membres demeure constant à 80 inscrits. La structure en groupes facultaires s'affermi.

Une urgence politique s'impose dès la rentrée : le Congo où l'agitation grandit et la répression se fait plus rude. Début novembre, la JC et les EC se mobilisent à nouveau. Une affiche des Etudiants communistes est collée en urgence, nuitamment, sans autorisation rectorale, sur les bâtiments du Solbosch, ce qui contrevient aux conventions. Elle clame « Pas de Miliciens au Congo. Indépendance immédiate ». Dans la foulée, le 5 novembre 1959, le Librex, présidé par Lucien Paris, appelle à une

---

<sup>43</sup> Joseph Leemans secrétaire fédéral, au Secrétariat du Parti, Wasmes 8 septembre 1959, Carcob, CCP dossier Grynepas.

<sup>44</sup> *A propos des fermetures dans le Borinage*, ron. 1 p, Archives APA.. *La Libre Belgique*, 18 septembre 1959 ; CARCOB, CCP, Dossier Grynepas.

<sup>45</sup> Au grand effroi et colère du PCB, Grynepas expliquera avoir discuté de ce plan avec des syndicalistes et dirigeants communistes italiens.

<sup>46</sup> Ils sont une quinzaine à être venus le 15 septembre interroger Bob Claessens réputé ouvert aux jeunes et aux intellectuels, Déclaration de Bob Claessens à la CCP, *idem*.

<sup>47</sup> Vladimir Znamensky lui succède quelque temps après.

manifestation qui démarre au Solbosch<sup>48</sup>. Combative, ses rangs sont cependant peu nourris : à peine 200 étudiants environ, socialistes et communistes principalement. Mais, pour la première fois dans l'histoire de l'ULB, un petit groupe d'étudiants, anciens coloniaux pour la plupart, hue les participants, les insulte et bientôt vont en agresser quelques uns : Roger Lefevre, un EC, est sérieusement molesté ! Un tabou est tombé : des étudiants de l'ULB en ont agressé d'autres ! La violence est entrée au Solbosch ! Le Congo cristallise la formation d'un groupuscule d'extrême droite qui va connaître un certain développement au sein d'une cellule relativement clandestine des *Jeunesses Nationales*. Bientôt apparaîtra leur journal REAC. Leurs dirigeants sont en liaison étroite avec l'extrême droite française<sup>49</sup>.

La réprobation quasi unanime des étudiants, mais aussi des autorités académiques envers cette poussée de violence réduira fortement son impact, au contraire de l'opposition déclarée des trois cercles facultaires précités qui accentueront leur opposition déclarée au Librex et à l'AG. Si les progressistes réussissent à maintenir leur contrôle sur le Librex, l'AG ne résistera pas et se désagrègera, ouvrant une longue période de flottement que même l'intervention personnelle du recteur – phénomène rarissime- ne parviendra pas à résorber. Les EC participent activement aux multiples tentatives de reconstruction d'une organisation représentative des étudiants, mais, comme il en sera fait l'autocritique en Assemblée générale, la question aura été traitée principalement comme une affaire de comitards, agitant surtout de grandes phrases sans pouvoir formuler un programme précis de revendications<sup>50</sup>.

En revanche, un séisme parallèle aux affaires congolaises secoue véritablement ce qui commence à s'appeler la communauté universitaire : le 6 janvier 1960, apparaissent sur les murs de l'ULB des croix gammées ainsi que des inscriptions antisémites. Si la première réaction rectorale est de minimiser, les Etudiants communistes, relayés cette fois par l'INR, appellent les autorités académiques à ouvrir une enquête et obtiennent, en s'unissant sous l'égide du Librex (Lucien Paris), avec les Etudiants libéraux (Herman De Croo) et socialistes (Henri Bernard) un rassemblement le 7 janvier dans le grand hall de la Cité. Le Recteur De Keyzer y prend la parole. Dans la foulée, se constitue un « Comité unitaire de vigilance des Jeunes contre le danger nazi » qui appelle à manifester contre la tenue d'un meeting annoncé par le Mouvement Social Belge animé par l'ancien de la Légion Wallonie, JR Debbaudt.

L'antiracisme et l'antifascisme demeurent des ressorts impératifs de l'unité uelbiste. La manifestation du 19 janvier sera imposante et s'achèvera par le saccage des cafés *Edelweiss* et *La Renaissance*, lieux de réunion connus d'anciens SS.

Si la mobilisation étudiante été réussie, les EC se poseront la question pertinente de l'adéquation des concepts théoriques mobilisés pour combattre les dérives possibles au sein même de l'université. Est-il efficace de dénoncer comme fascistes les poussées apparues et en appeler simplement à l'antifascisme comme motivation indiscutable à

---

«

<sup>49</sup> Par suite d'un stupéfiant imbroglio, le groupuscule J.N. de l'ULB se trouvera être « infiltré » par un étudiant qui rejoint les Etudiants communistes et leur livre listes d'activistes et comptes rendus de réunions de formation. Ces renseignements « monteront » vers la CCP sans que celle-ci puisse en faire usage utile. Carcob, Archives UNEC, sous embargo.

<sup>50</sup> Gotovitch, Rapport sur l'année 1959-1960 à l'Assemblée générale des EC, APA.

des jeunes qui n'ont pas intégré ces références. La liaison de *Réac* et de *Nation Belgique* n'est pas évidente pour la majorité avec le fascisme historique, voire moins encore avec le nazisme. En actionnant simplement l'anticommunisme - parfaitement légitime et fréquentable pour pas mal d'étudiants- ce groupuscule entend les entraîner à perturber les activités EC, comme il le tenteront au « petit bal rouge » à la Cité, ou à la conférence de Georges Cogniot.

Ainsi l'année 1960 s'est ouverte dans une université en phase avec le monde extérieur. Mais adeptes fréquents de la flagellation autocritique, les EC mettront en exergue le désintérêt affirmé pour les problèmes de la paix et du désarmement, l'incompréhension envers le refus soviétique du sommet projeté. En guise de « rachat », ils soulignent leur engagement dans la préparation de la marche antiatomique prévue pour le 10 avril. Ils réussissent à constituer un très large comité ULB<sup>51</sup>. Ce sera la première d'un rassemblement nouveau et répété qui connaîtra un grand succès, quoique peu suivi par l'université<sup>52</sup>. Les JGS leur imposeront leur marque, les JC s'y montreront actifs, avant que les organisations chrétiennes, spécialement flamandes, submergent de leur masse l'immense cortège contre les missiles qui déferlera octobre 1983.

### « Les Affaires »

Mais alors que se poursuivent les activités régulières comme réunions de groupes de travail facultaires, conférences à la cité<sup>53</sup>, agitation continuée contre l'engagement éventuel au Congo<sup>54</sup>, création d'un groupe Ecoles des Beaux Arts, mise sur pied de l'Union nationale des Etudiants communistes, après un copieux numéro 8 en novembre, qui célèbre le 125e Anniversaire de l'ULB en produisant quelques documents rares de l'action étudiante de 1941<sup>55</sup>, *En Avant* est en difficulté. La vente du n° 7 est qualifiée de « catastrophique », le numéro 9 doit attendre mars 1960. Le numéro 10 et dernier de l'année académique est un numéro spécial 1<sup>er</sup> mai réduit à 6 pages grand format....Une crise interne est soujacent.

C'est qu'avec la préparation du XIII congrès du PCB, la crise qu'annonçait la lettre du secrétariat de juin 1958, maintenue alors discrètement au sein des seuls membres du PC, va concerner désormais l'ensemble du Cercle. En effet les thèses préparatoires y sont mises en discussion et d'emblée, le toujours présent et influent Jérôme Grynepas dresse un réquisitoire serré contre leur orientation et cette fois l'un des deux Secrétaires politiques de Cercle le rejoint avec sa propre argumentation.

---

<sup>51</sup> On y trouve Willy Claes pour les Etudiants socialistes flamands, Philippe Moureaux président tout récemment élu du Librex, Claude J. Michel, directeur du journal humoristico- satirique fort lu plutôt d'orientation libérale, Guy Desolre y représente les EC...

<sup>52</sup> Rappelons les 12 présents à la conférence de Jef Turf sur l'énergie atomique le 15 mars 1960.

<sup>53</sup> 8 novembre 1959 : René Noel, sénateur communiste, *Le Congo justifie-t-il l'austérité* - 9 décembre 1959 : André Gisselbrecht, (rédac chef *Nouvelle Critique*) *Le rôle des intellectuels dans le mouvement ouvrier* - -20 janvier 1960 : Irène Langevin, *Energie atomique et énergie thermo nucléaire* - 29 mars : Albert Soboul, *Grandeur et contradictions de Robespierre. Marxisme et Histoire*.

<sup>54</sup> Affiche EC /JC : *Stop à l'aventure. Jeunes, refusez de vous engager comme soldats au Congo . Arrêtons l'envoi des troupes. Solidarité avec le Peuple congolais*, Mai 1960

<sup>55</sup> *En Avant* n° 8, novembre 1959

S'ouvre alors une séquence qui tient de l'affrontement politique, de la *commedia del arte* et du polar. Nous ne ferons qu'en esquisser les grandes lignes. C'est après avoir mis en cause successivement dans *En Avant*, sans trop soulever de vagues, plusieurs concepts véhiculés par le PCB, qu'à l'occasion du Congrès, Jérôme Grynepas va synthétiser sa critique en de véritables contre-thèses qu'il développera au cours de l'Assemblée des EC du 9 mars préparatoire au congrès. Thème général : le PCB pratique et pense le social-réformisme. Sa perspective socialiste n'est autre que celle d'un *welfare-state* néo-capitaliste. La défense de la démocratie et le pluralisme des partis sont « une aberration ». La politique du PCB « livre les travailleurs pieds et poings liés à l'ennemi de classe ». Longuement développée, il s'agit d'une remise en cause totale de la politique élaborée et suivie par le PC depuis son congrès de Vilvorde en 1954.

Ces positions radicales trouvent des échos relativement favorables au sein des EC, mais font hurler la fédération de Bruxelles. De véritables discussions sont menées avec les étudiants à plusieurs reprises et le Comité fédéral prend la peine de réfuter point par point la dialectique de Grynepas, mobilisant tous les textes communistes depuis le VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale de 1935. Huit pages dactylographiées serrées sont envoyées à tous les membres du Cercle<sup>56</sup>. Mais, confondant les deux approches, le Comité fédéral lui associe l'action et l'argumentation de Guy Desolre, exprimée notamment par des prises de position du « Collectif Marx » (7 mars 1960) ainsi que du Groupe de travail Philo-Droit (17 mars) : électoralisme, parlementarisme, abandon de la notion marxiste de l'Etat, en résumé réformisme sur toute la ligne. Le CF estime donc que Guy Desolre a « trahi .. son devoir d'honneur comme Secrétaire politique ». Qualifiant les activités des deux précités d'antiparti, le CF les suspend et propose au Congrès fédéral, convoqué le 18 mars, leur exclusion. L'assemblée n'ayant pu se prononcer faute de temps, une nouvelle réunion avec les étudiants membres du parti a lieu en présence des deux intéressés le 21 mars, à l'issue de laquelle le CF confirme la proposition d'exclusion du PC et entame la procédure qui y conduit. Dans les discussions, les EC ont déjà exprimé leurs réticences envers cette mesure radicale. Cependant, prenant acte de la suspension de Desolre et le retrait de Beerblock, le secrétariat du Cercle est reformé le 23 mars avec Gotovitch, Rayet, Houssa, Znamensky.

Mais le scénario va être totalement bouleversé par une véritable bombe politico-affective : tous les ingrédients d'un thriller sont réunis : conspiration, clandestinité, infiltration, trahisons entre amis de toujours....

C'est en effet à la mi-mars que la CCP est informée de l'existence et du fonctionnement d'une cellule clandestine trotskyste fonctionnant et recrutant au cœur même du cercle des Etudiants communistes ! Organisateur et tête pensante : Guy Desolre<sup>57</sup>, membre du parti, SP du Cercle et membre également du tout nouvellement créé bureau de l'UNEC ! Ligne de référence : l'option trotskyste, le lien avec le grand manitou belge et international Ernest Mandel est établi. L'option à suivre : rallier les JGS gagnés subrepticement depuis un temps certain à la IV<sup>ème</sup> Internationale et auxquelles certains se sont déjà affiliés ! L'informateur ? L'autre tête du collectif Marx, Jacques Nagels, qui s'y est résigné après beaucoup d'hésitations ; l'infiltré crédible envoyé en mission parmi eux : Jean-Pierre Van Tieghem, soit le trio fracassé des vieux amis

<sup>56</sup> Au total un document de 12 pages « Données sur le Cas Grynepas » et « Données sur le cas Desolre » Comité fédéral, 1 avril 1960.

<sup>57</sup> Guy Desolre (1939-2016) deviendra docteur en droit, enseignant à l'ULB, vice-gouverneur du Brabant flamand.

anversois. Dans le rôle de l'innocent perturbateur qui sonne à la porte lors d'une rencontre des clandestins, Paul Van Praag.

Au cours d'une réunion des étudiants membres du parti convoquée le 13 avril 1960 pour prendre position sur la proposition fédérale d'exclusion de Jérôme et Guy Desolre, se dessine une majorité contre l'exclusion du premier cité car la discussion des thèses leur semble parfaitement légitime et les arguments avancés par la fédération pour partie contestables. C'est l'affrontement discipline de parti contre discussion théorique d'autant plus nécessaire pour dépasser l'évidente impasse politique dans laquelle s'est enfoncé le parti. Et c'est très tard dans la soirée, à l'examen du cas Desolre que Nagels dévoile l'existence de la cellule trotskyste. La stupeur est totale, la dissimulation soulève l'indignation : le principe d'une exclusion et du Parti et du Cercle est adopté sur le champ. Les camarades impliqués sont convoqués le lendemain à une réunion avec le secrétariat, à l'issue de laquelle une échelle des « crimes » est établie, selon que certains déclarent condamner l'activité fractionnelle ou non. Outre Desolre, quatre « irréductibles » seront exclus. L'assemblée générale du Cercle du 28 avril, confirme ces quatre exclusions par 45 ou 48 voix contre 2 ou 3 selon les cas. Des sanctions plus légères (suspension provisoire, blâme, avertissement) frappent trois autres<sup>58</sup>.

José Gotovitch assume donc le secrétariat politique car l'activité poursuit son cours à l'ULB. Il prend la parole pour les EC<sup>59</sup> le 1<sup>er</sup> Mai aux côtés de Jean Terfve, Jacques Yerna, Henri Bernard pour les ES, avec comme invité de prestige Alphonse Nguvulu, président du Parti du Peuple congolais ! Car la Table Ronde a eu lieu, mais ce sont les Etudiants socialistes qui ont accueilli le 4 février à leur tribune Patrice Lumumba, et la semaine suivante, quatre autres leaders congolais.

Le coup porté aux E.C. est rude. Le numéro spécial et très réduit du 1<sup>er</sup> mai 1960 d'*En Avant* expose sobrement les circonstances de l'exclusion de Guy Desolre. L'événement a cautionné une attention plus soutenue, voire un désir de contrôle du parti sur son « organisation autonome » d'autant que la question n'est pas entièrement bouclée. Il est fait appel pour un exposé sur le sujet, à Félix Coenen. Ce vétéran, alors dirigeant national, avait mené, en 1928 (!), la lutte contre les trotskystes qui avaient réduit à portion congrue le PCB ! A l'Assemblée générale des EC, le nouveau SP évoque les vives oppositions qui ont traversé le secrétariat tout au long de l'année académique et souligne les conséquences néfastes d'une attitude de défiance systématique envers le parti ainsi que la paralysie au sein de l'Université. La « liaison » avec les étudiants a été vivement critiquée pour ce qui apparaît bien comme un échec. Sa nature par trop « explosive » est mise en cause : Jacques Grippa, car c'est de lui qu'il s'agit, se verra plus fréquemment doublé par Louis Van Geyt, réputé plus patient...et surtout Stan Tytgat, prolo placide et plein d'humour, du secrétariat fédéral.

C'est qu'on n'en a pas fini avec ce qui opposait les EC à la Fédération : demeure en effet le cas Grynepas, également proposé à l'exclusion. Or ce dernier a fait savoir haut et fort sa condamnation absolue de Desolre et par ailleurs ses recherches l'emmènent en Italie pour un bon moment. Comme les EC ont refusé l'exclusion demandée par la Fédération,

<sup>58</sup> APA, Dossier Cellule trotskyste ; CARCOB, Archives Jack Houssa.

<sup>59</sup> APA, Discours du 1<sup>er</sup> mai 1960. Il lui revient de parler de la situation sociale des étudiants, de réclamer des allocations de chômage, une mutuelle et surtout de la nécessité de reconstruire un syndicat étudiant.



l'affaire est portée entre les mains de la CCP. Mais au sein de cette dernière, des réticences se font jour envers la solution la plus radicale et dès juillet 1960 elle entame l'audition de plusieurs étudiants membres du parti, notamment Léon Ingber, ancien SP et Jack Houssa, tout nouvellement élu à la tête du Cercle. Or tous s'élèvent contre l'exclusion, soulignant la différence entre les deux cas. Par lettre puis directement, Grynepas fait d'ailleurs connaître sa volonté de respecter la discipline de parti et reconnaît des maladresses. A contrario, le Bureau Politique peste, estimant que l'exclusion nécessaire a déjà trop tardé. De mars à décembre 1960, la CCP consacra 16 séances au cas Grynepas, pour s'en tenir finalement au « blâme sévère » ! Et pourtant, le 24 janvier 1961, Jérôme est avisé de son exclusion régulièrement prononcée par son organisation de base avec publication dans la presse ! L'inénarrable porteur de solutions était cette fois intervenu à Casablanca lors d'une rencontre internationale où Jean Terfve et Albert De Coninck<sup>60</sup>, en charge des relations avec les Congolais, s'étaient heurtés à... Jérôme Grynepas intervenant comme conseiller officieux d'un leader congolais, ancien étudiant de l'ULB, lui indiquant des chemins opposés à la stratégie adoptée par le Parti. La coupe était pleine et la rage à son comble avenue de Stalingrad. Plus rien ne s'opposa dès lors à l'exclusion et l'ancienne tête pensante des EC disparut des écrans ulbistes, pour un long moment<sup>61</sup>.

Une bonne partie des difficultés avait trouvé son origine dans la confusion pratiquée en vue du Congrès du PCB entre Cercle des EC et membres du PCB. Une correction intervient qui ressuscite de fait la section Guillissen qui regroupera exclusivement les membres du PC étudiants, personnel enseignant et scientifique ainsi qu'ouvrier.

Accaparés par ces affaires internes, les EC avaient plus difficilement porté attention au terrain universitaire. Mais s'ils ne conduisent pas directement des actions ils n'en sont pas moins présents, par les conférences, mais aussi par leur participation militante à des initiatives importantes impulsées par un Cercle du Libre Examen qui leur est proche.

Le 4 mars 1960, une manifestation aboutit devant l'ambassade d'Espagne pour prévenir l'exécution de deux opposants condamnés à mort. ... Mais surtout, la sale guerre des services secrets français s'étend à la Belgique : le 9 mars 1960, Akli Aïssiou, étudiant en médecine à l'ULB, responsable pour la Belgique de l'UGEMA (Union des générale des étudiants musulmans d'Algérie)) est abattu chez lui. L'émotion est grande : le 14 mars, le Recteur conduira l'imposant cortège funèbre qui rassemble des centaines d'étudiants. L'opinion publique prend peu à peu conscience que le terrorisme, auquel le FLN se refuse en Belgique, peut porter les couleurs de la France, et ce d'autant que quinze jours après, des colis piégés visent deux militants du Comité pour la Paix en Algérie. La méfiance de Pierre Legrève, l'animateur principal du Comité, lui sauvera la vie, mais à Liège, le Professeur Laperche succombera à ses blessures. Ses deux fils sont militants et l'un d'eux, à la section naissante des Etudiants communistes. Sous le camouflage de « La

<sup>60</sup> Tous deux membres du Secrétariat du parti !

<sup>61</sup> Il y réapparut quand fut lancée à son initiative et sous sa direction le journal *Notre Temps* qui ambitionnait de devenir un quotidien financé par ses lecteurs et qui, d'un niveau intellectuel et journalistique de qualité, parvint à tenir de 1972 à 1977, Cf Mathieu Beys, *Sous les pavés, une presse libérée ! Trois tentatives de journalisme radical en Belgique après 1968 : « Notre Temps » (1972-1977), « Hebdo » (1975-1977) et « Pour » (1973-1982)*, in José Gotovitch et Anne Morelli, (Drs), *Presse communiste Presse radicale (1919-2000) Passé /Présent / Avenir ?*, Editions Aden, Bruxelles, 2007.

Main Rouge », le SDEC est à l'action en Belgique et bénéficie d'au moins la « neutralité » des services belges...

L'indépendance enfin proclamée du Congo ne suscite que peu d'échos à l'Université : une motion de l'UNEC salue l'événement et certains étudiants communistes sont pressentis pour partir aider la jeune nation à construire son appareil d'Etat. Lumumba n'aura pas le temps d'agir que déjà il doit faire face à la sécession katangaises, la mutinerie de la Force Publique, le désordre organisé ou « inspiré ». En Belgique, la Sû

reté de l'Etat resserre son étau : le 18 juillet 1960 une réunion de 4 responsables des EC est décortiquée avec exactitude et précision ! L'objet de la réunion est l'action en direction du Congo. Gotovitch et Rayet annoncent leur départ de l'action militante pour réussir leur dernière année d'études. Une nouvelle équipe est programmée : Nagels est désigné pour en prendre la tête. Michel Graindorge, de la « levée » de 59, qui a démontré ses capacités, et Christian Bemelen, un vétéran de Philo, complètent le secrétariat. Toutes ces données sont exactes : l'infiltration est manifeste <sup>62</sup>!

### **L'Algérie, engagement et malaise**

La Sureté sait beaucoup de choses, mais pas tout ! Car à peine quelques semaine plus tard, l'Assemblée générale d'octobre qui doit introniser la nouvelle équipe, tourne à la confusion : Jacky Nagels est absent, d'autres également. Et des regards de connivences échangés entre certains préfigurent la nouvelle bombe qui éclate ! Nous sommes le 12 octobre 1960: une nouvelle fois, mais dans un autre cadre et avec d'autres buts, une activité clandestine impliquant des étudiants communistes est révélée : le réseau Janson d'aide au FLN, donc à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie a tissé un filet efficace qui assume des transports de documents, d'armes, d'argent, de militants clandestins. Il plonge des racines profondes parmi les militants chrétiens de gauche, des JGS, des syndicalistes. Il dispose d'un petit groupe resserré d'avocats qui défendent les militants emprisonnés aussi bien en France qu'en Belgique. Il associe des étudiants à ses réseaux. On saura par la suite que son organisateur principal est Luc Somerhausen, l'ancien dirigeant de l'AG. Si un avocat communiste comme Jules Raskin à Liège fait partie du collectif, par mimétisme avec son grand frère français, le PCB est opposé au travail clandestin pour le FLN, sans raisons profondes ni danger réel. Mais il n'est pas étonnant que chez les jeunes communistes et à l'ULB où la solidarité avec l'Algérie a été et constitue toujours un des grands combats politiques, après les assassinats perpétrés en Belgique, le manifeste des 121 intellectuels français sur le droit à l'insoumission, le désir de contribuer à cette lutte effective fait franchir l'interdit du parti. Celui-ci a déjà tancé des JC proches du réseau « Jeune Résistance »<sup>63</sup>. A l'ULB, le lien a été établi via Maurice Beerblock, mais très rapidement le recrutement s'étend jusqu'à intégrer au travail clandestin une douzaine, si pas plus, +d'étudiants et assistants communistes. Nagels tombe, avec sa convoyeuse Maggy Van Loon, compagne de Marc Rayet, à la frontière française alors qu'ils transportent, dans la voiture du futur recteur de la VUB, Roger Van

---

<sup>62</sup> AGR, Papiers Harold d'Aspremont Lynden . Rapport est également fait sur la réunion du Comité central du 16 juillet consacrée au Congo.

<sup>63</sup> Carcob, CCP 26 octobre 1960.

Geen, des exemplaires de *Vérité Pour*, le journal du réseau Janson qui publie précisément le manifeste des 121<sup>64</sup>.

La CCP une fois de plus saisie des actions de ces turbulents étudiants songe à dissoudre la cellule du parti ULB, car tous les impliqués en sont membres. Mesure de précaution traditionnelle dans les PC, les camarades en cause sont « suspendus » afin qu'on ne puisse impliquer le Parti dans les éventuelles poursuites judiciaires...<sup>65</sup>. Un certain cafouillage se produit dans l'appui que le Librex (présidence Claude Thilly) veut apporter aux emprisonnés d'Avesnes. La position des EC, bridée par le PC, n'est pas claire. Il s'ensuit que seul Maurice Beerblock, éternel romantique et sympathique tête brûlée, poursuit l'action : il sera exclu (avec regrets... ) en janvier 1961<sup>66</sup>.

Les EC réajustent rapidement les plans établis. Le secrétariat est remodelé et le week-end de novembre 1960 entend recoller les morceaux, replacer le Cercle dans l'action politique publique, car des urgences pointent : l'Algérie toujours, le Congo qui s'enfonce dans le chaos et où l'intervention militaire belge a démarré<sup>67</sup>. Mais surtout, en Belgique le Gouvernement Eyskens, avec sa « loi unique » annonce une politique d'austérité brutale qui touche tous les secteurs, y compris l'enseignement. Les palinodies du mariage royal ne vont pas suffire à détourner l'attention. Eyskens va se charger de relancer la militance que ce soient dans les syndicats et, plus étonnant, à l'Université.

Mais il n'empêche qu'une attention particulière est également accordée à la formation idéologique : à noter, les ouvrages de base demeurent, avec Lénine et Marx, les instruments élaborés par les soviétiques. A leur tribune, à la Cité, seront abordés : « Droit bourgeois et droit socialiste », « La Commune », « Qu'est-ce que le communisme »<sup>68</sup>. Une formation étroitement maintenue dans les clous : plus que jamais c'est de Paris que vient la lumière d'autant que la constitution de l'UNEC développe les liens avec l'organisation sœur, l'UECF qui accueille désormais à la tribune de ses congrès le délégué des petits frères belges...Et son remarquable organe *Clarté* fait des envieux à Bruxelles...

## « Aux cotés de la classe ouvrière »

On ne peut dire que la Loi unique remue les étudiants. Tant les Etudiants socialistes qui ont pris des positions plus offensives que leur parti, que les EC qui appliquent les mots d'ordre du PC, n'attirent pas les foules avec les meetings-conférences qu'ils lui consacrent<sup>69</sup>. Un tract dénonciateur mais purement incantatoire sort fin novembre. Mais

<sup>64</sup> Jean L. Doneux et Hughes Lepaige, *Le Front du Nord. Des Belges dans la guerre d'Algérie (1954-1962)*, POL-HIS, Bruxelles 1992.

<sup>65</sup> Jacky Nagels, sera libéré le 16 février 1961, bénéficiant d'un cafouillage administratif. La nuit même il regagne la Belgique en taxi, échappant effectivement à une inculpation qui tombe le jour suivant... Reconnaisant son indiscipline, il fera son autocritique et encaissera un « blâme sévère » en place de l'exclusion qui le menaçait. CARCOB, CCP, réunion du 5 avril 1961.

<sup>66</sup> Carcob, CCP : L'examen de son cas s'est poursuivi du 23 mars au 17 septembre 1960.

<sup>67</sup> Pour la première fois, sont présents des EC du Borinage, de Liège et de Gand. L'UNEC prend forme.

<sup>68</sup> Par respectivement Roland Weyl, avocat à la Cour d'appel de Paris, Emile Tersen, Georges Cogniot, membre du Bureau Politique du PCF.

<sup>69</sup> Jacques Yerna et Ernest Mandel parlent dans un petit studio de la Cité. René Noël, sénateur communiste n'attire que 30 personnes avec « Le Congo justifie-t-il l'austérité ? » ?

voilà que le 5 décembre, « sorti de nulle part » une brochette ronéotypée clame « Etudiant on se fout de toi » mettant en cause les autorités universitaires dans le prix du restaurant et de la Cité. Il est signé d'un « Comité étudiantin de revendication » né après le passage d'un responsable de l'UNEF et se revendiquant de la « sympathie » des trois cercles politiques. Reprenant ses arguments, le journal socialiste *Le Peuple* qualifie l'ULB de réac ! Le Conseil d'Administration s'étouffe d'indignation, les professeurs socialistes protestent violemment auprès de leur parti ! Ils ignorent tout du monde étudiant !

La grève se déclenche dans le pays le 20 décembre. Dès le 23, le cardinal Van Roey, condamne brutalement le mouvement ! (le tollé engendré en fera sa dernière intervention en politique...). Mais surtout dans les rues de Wallonie, mais aussi de Bruxelles démarrent les manifestations quotidiennes de travailleurs, dynamiques, enthousiastes : traminois, Sabena, enseignants, métallos, postiers...<sup>70</sup> Très vite des incidents éclatent : bris de vitres, « flèches » des trams « jaunes » sectionnées. L'UNEF appelle les étudiants à se mettre à la disposition des fédérations du parti. A Bruxelles, des EC se retrouvent dans les piquets de grèves : devant la RTT, au Résidence Palace, (ministère de l'Instruction publique), devant les dépôts de trams. Ils diffusent également le *Drapeau Rouge*, une découverte pour beaucoup. La joie accompagne les défilés sur les boulevards centraux, la gravité parfois devant la brutalité des gendarmes. Et horreur pour les bonzes socialistes : EC et ES tiennent permanence commune dans un bureau... de la Maison du Peuple !<sup>71</sup>

La rentrée s'annonce avec le débat prévu au Parlement le 3 janvier. Les directions des ES et des EC s'en vont trouver ensemble les « mandarins » qui composent la direction de la CGSP -ULB, et dont font partie plusieurs professeurs communistes. Les rapports initiaux sont guindés mais finalement les étudiants emportent la décision : un communiqué de presse condamne la loi unique, l'immixtion du Cardinal et proclame la solidarité avec les travailleurs en grève. Sans y appeler (dignité professorale oblige !!) ils préconisent une « suspension des cours pour permettre la participation aux manifestation » ! D'où l'idée d'un meeting qu'il faut réussir dans l'urgence : placardée dès la rentrée, le lundi 2, une affiche annonce un meeting dans la grande salle de la cité avec les professeurs G. Papy et Aloïs Gerlo, Henri Bernard et José Gotovitch pour les étudiants. Entre 400 et 500 étudiants y assistent, malgré la grève des trains et des trams. Près de 200 partent en cortège rejoindre les travailleurs en ville. Avant de se joindre à la manifestation, ils s'installent sur les marches de la Bourse avec divers calicots qui relèvent leur nature étudiante : « 'Pas pitre en mitre » « Tais toi Malines ! », mais aussi : « L'Univ pour tous » et « Réformes de structures ».

Une grande semaine de ferveur débute, mais la volonté de mettre l'Université en grève se heurte très vite au tribun libéral De Croo, dirigeant des E.L. qui, après avoir condamné la loi unique, réclame la liberté du travail !

L'affiche appelant à la grève générale est refusée à l'affichage par le recteur<sup>72</sup>. Le 5 janvier des piquets se mettent en place : selon la densité des professeurs progressistes,

<sup>70</sup> Pour une étude plus détaillée de ce mouvement: José Gotovitch, *Des étudiants aux cotés de la classe ouvrière. L'ULB dans la grève. L'ULB en grève*, in Franck, Courtois, Tilly, *Mémoire de la grande grève de l'hiver 1960-1961 en Belgique*, Bruxelles, 2011, Le Cri, pp. 125-140.

<sup>71</sup> Ils en seront chassés après la découverte fortuite de leur présence.

<sup>72</sup> Qui détient alors le droit d'autoriser ou refuser l'apposition d'affiches dans l'enceinte universitaire.

la grève est observée à 80% en Sciences, à 50 % en philo, ailleurs le mouvement est moins marquant<sup>73</sup>. Les discussions sont vives à la Cité, les bousculades fréquentes devant les amphithéâtres. De Croo fait appel au Recteur ! Chaque jour, des tracts sortent signés en commun par les EC et les socialistes d'une part, les libéraux de l'autre. Pour pallier l'incompréhension manifeste de beaucoup d'étudiants, un *Bulletin de grève* est édité à 2.500 exemplaires qui en détaille les raisons et, le 9 janvier, un meeting avec la secrétaire régionale CGSP, les professeurs Roels et Delvoye rassemble entre 500 et 600 auditeurs ; 4800 francs sont récoltés pour la veuve de la victime abattue par un policier en civil devant la gare centrale

La grève s'éteint avec le vote de la loi par la majorité catholique-libérale au Parlement.<sup>74</sup> A l'ULB, les EC en ont été l'âme. L'expérience de la rue avec les travailleurs dans un combat social est une expérience vivifiante. La direction des EC, exaltée, célèbre cette union enfin réalisée dans une lutte aux côtés des travailleurs! Le combat a révélé des militants inconnus, et surtout d'ailleurs des militantes<sup>75</sup>. Un bémol cependant : si l'engagement a été intense, il n'a pas mobilisé la majorité des membres. En revanche, le rapport quelque peu euphorique présenté à l'AG du 19 janvier 1961 par le secrétariat souligne la politisation nouvelle des étudiants, alors que dépérissaient les assemblées. Il extrapole généreusement en affirmant que « la masse des étudiants est sensible au déséquilibre de la société capitaliste » et décèle des « germes de révolte à l'intérieur du système bourgeois ». Il relève l'intérêt manifesté pour les questions politiques essentielles, les questions de structure de la société »<sup>76</sup>. L'antienne classique revient donc en force : il faut transformer les révoltés en révolutionnaires....

Les illusions sont grandes, ce programme ne résonnera que sept années plus tard, ce sera mai 1968. On en est très loin. D'autant que les événements internationaux vont se charger de doucher l'enthousiasme.

Le 21 janvier 1961, Lumumba et ses compagnons sont assassinés ! Révélé en février, le meurtre déclenche une série de manifestations très violentes dans le monde. Particulièrement en Inde et surtout au Caire où l'ambassade de Belgique est assiégée, puis incendiée. A l'ULB, la conférence organisée pour dénoncer le crime, avec Jean Van Lierde, Jules Chomé et Fernand Demany est chahutée. Mais surtout le 21 février, quelques centaines d'étudiants, majoritairement de Louvain et des écoles catholiques de la capitale, mais aussi une centaine d'Ulbistes, manifestent violemment devant l'ambassade de la République Arabe Unie située face à l'ULB. Au nom de « l'honneur de la Belgique ». La gendarmerie charge, des blessés sont relevés dont l'un grièvement<sup>77</sup>. Une histoire de portes fermées à la Cité devant le reflux étudiant est portée au compte

---

<sup>73</sup> En sciences, les auditoires de Debever, Libois, Goche, Géhéniau, Burniat, Duvignaud, Léonis, Tits, Brien, Papy, Brachet, Bertelson. Sont débauchés, les étudiants de Balasse. En Philo, les cours de Delvoye, Gerlo, Henry, Ruelle, Van Bever, Bruyère, Despy. En Droit Roels et Nyssen ; Polytechnique : Van den Dungen, Guillaume, Paduward. En Médecine : Grégoire. APA, dossier Grève 1960/1961

<sup>74</sup> Le 12 janvier, un débat contradictoire est cependant organisé à la Cité par les trois cercles politiques avec les parlementaires O. Vanaudenhove, Bracops et Noël.

<sup>75</sup> Monique Parker, Anette Grégoire. , Nicole Cahen. , Liliane Ehrlich , Danielle Degandt. Suzanne et Madeleine Mousset.

<sup>76</sup> A.P.A., José Gotovitch, *Rapport à l'AG du 19 janvier 1961, ms.*

<sup>77</sup> Le CA de l'ULB protestera énergiquement le 24 février contre l'attitude de la gendarmerie. Archives de l'ULB, PV du CA.

des EC et surtout, accuse un tract non signé diffusé le jour d'après, les EC sont stigmatisés pour n'avoir point annulé le « Bal Rouge » projeté le 16 février. A contre-courant de l'hystérie médiatique, les EC ont diffusé, avec difficulté, un tract « L'Honneur de qui ? », faisant la part des responsabilités entre le peuple belge innocent, le gouvernement réactionnaire, les firmes coloniales bénéficiaires de sa politique katangaise et les Belges impliqués dans l'assassinat .

Le 16 février 1961, un commando d'extrême droite - les mêmes qui tentèrent de briser la manifestation anti-colonialiste antérieure, les mêmes qui diffusent désormais ouvertement le journal « Réac » à la Cité - assaillent le « Bal Rouge ». Ils seront repoussés par une mobilisation solidaire avec les EC.

Mais le poison atteint les plus hautes sphères universitaires. C'est notamment sous l'impulsion d'un jeune étudiant en médecine, membre des EC, Jacques Losman, qu'est créé en mars 1961, un « Cercle d'études africaines Patrice Lumumba ». Sa référence à l'ULB fait s'étrangler le Président de la Faculté de Droit, relayé au Conseil d'Administration par le Recteur De Keyzer qui estime que « se revendiquer de la personnalité de Patrice Lumumba est de nature à heurter les sentiments du plus grand nombre des professeurs et des étudiants de cette Université » !<sup>78</sup>

A nouveau est évoquée pour les EC, la nécessité de mieux attirer l'attention sur le danger fasciste à travers les organisations ad hoc (comité anticolonialiste (CUAC) et comité de vigilance antifasciste) à la création desquelles ils avaient contribué.

Dans le pays cependant ces événements ont des répercussions limitées. Elles ne font pas argument dans la campagne électorale qui bat son plein, dans la foulée de la grande lutte contre la loi unique. Les EC lancent un manifeste à la jeunesse étudiante. Posant comme prémices que la solution définitive aux problèmes de l'enseignement ne pourra être assurée que dans une Belgique socialiste, ils avancent cependant des solutions sur le mode « prendre l'argent où il se trouve ». Si le meeting électoral<sup>79</sup> qu'ils mettent sur pied à la Cité n'attire pas la grande foule, eux mêmes atteignent et dépassent l'objectif de la centaine de membres et en comptent 110 en avril. La vente du numéro 12 *d'En Avant* dont Elie Vamos assure désormais la rédaction en chef, redresse enfin les statistiques qui étaient en chute libre<sup>80</sup>. Ils participent à la campagne à Forest, Ixelles et Saint Gilles. Le 26 mars, voit enfin un sursaut communiste : le parti remonte de 2 à 5 sièges à la Chambre ! C'est quasi l'euphorie. Quant au Cercle, sa marche en avant se poursuit. Il dépassera les 150 membres l'année suivante. Au sein d'une UNEC enfin construite sur des cercles étoffés à Liège, Gand et au Borinage qui font de l'organisation nationale un mouvement de près de 300 étudiants.

La grande unité progressiste de l'ULB est cependant brisée à jamais: le Librex a perdu son aura, le syndicalisme se construit à travers des évolutions structurelles difficiles, dues à des rivalités de chapelles et au sabotages des cercles de droite. Là encore, avec Michel Graindorge, qui prendra la direction du Cercle à la rentrée suivante, succédant à Jack Houssa, les EC jouent un rôle essentiel, utilisant les acquis de la Commission syndicale créée au sein de l'UNEC. Mais la mobilisation qu'ils tentent, avec d'autres, au

<sup>78</sup> PV du CA de l'ULB, n° 1478 du 24 mars 1961.

<sup>79</sup> Le 20 mars à la Cité avec Jean Blume et Bob Claessens

<sup>80</sup> Etudiant en médecine, il demeure à ce poste jusqu'en janvier 1962, (numéro 16) quand Elena Hazard lui succède. José Gotovitch en demeure le directeur politique jusqu'en mai 1962.

moment du débarquement de la CIA à la Baie des Cochons ne soulève qu'un écho très limité. A la vigueur anticolonialiste des uns s'oppose désormais une frange réticente, voire hostile au tiermondisme. En revanche, Cuba sera bien le thème du gigantesque stand des EC à la fête du *Drapeau Rouge* le 18 juin 1961 à Dour. En guise d'apothéose de l'année, à grand renfort de rhum, de musique et de films cubains, d'un drapeau « d'origine » -disparu mystérieusement dans la nuit – ce sera une fête enthousiaste.

Une génération s'en va : Daniel Rochette a marqué sa sortie dès octobre 1960, en même temps que Paul Van Praag, Jean-Pierre Olivier et Guy Noël, mais il participe encore occasionnellement aux réunions des « cadres », tout en militant désormais à la section Enseignement du parti. Deux ans plus tard, il suivra Jacques Grippa dans l'aventure maoïste.

Le Cercle des EC qui avait crû remarquablement en 1962 et 1963, ainsi que l'UNEC qui a adopté des thèses longuement travaillées en 1962, sortiront momentanément brisés de l'épreuve de la scission et devront être patiemment reconstruits. Ce sera, pour pas mal de nombreux adhérents des années 1961-1963, l'occasion de mettre fin à cet engagement communiste qui n'aura dès lors été qu'un engouement passager. L'enthousiasme, les succès, l'aura qui l'avaient nourri s'étant dissipés, les lignes de force qui structurent la vie politique en Belgique auront éliminé l'exception uelbiste...

Comment 1968 ressuscitera de manière éphémère le lustre d'antan avant de précipiter sa fin ultime avec la répression du Printemps de Prague, est un tout autre chapitre de l'histoire.

## Conclusions

Peut-on tirer des conclusions de cette brève tranche d'histoire au départ d'un groupe somme toute limité, mais ayant exercé, selon certains professeurs qui le déploraient en chaire, « une mainmise totale » sur la vie politique étudiante à l'ULB ?

Qui étaient ils, pourquoi étaient ils devenus membres des Etudiants communistes, voire du parti<sup>81</sup>? Que sont ils devenus, en quoi ce passage a-t-il marqué leur parcours intellectuel, voire leurs travaux ? Quel réseaux éventuels ont ils constitué par delà les aléas de la vie professionnelle ou leur propre évolution politiques? A ce stade, nous ne disposons pas du matériel nécessaire pour des réponses satisfaisantes. On connaît les obstacles de plus en plus sévères mis sur le chemin des historiens en quête de ces parcours prosopographiques. C'est pourquoi les ébauches de réponse ci-après relèvent pour large partie de la mémoire personnelle de quelques acteurs de l'époque, dont l'auteur de ces lignes.

*Que nous apportent quelques chiffres lacunaires ?*

Le matériel premier est constitué d'un fichier de 150 talons de cartes de membre couvrant les trois années académiques d'octobre 1958 à 1961, mais n'offrant que la date d'adhésion et la faculté.

---

<sup>81</sup> En ces années, jamais plus de 20 étudiants sont membres du PCB.

Ce contingent nous permet de relever en 1958, 18 adhérents de l'année qui subit le choc de Budapest, ce qui correspond, avec les sorties académiques naturelles, à la subsistance du noyau de « quelques dizaines » d'étudiants communistes cités de manière approximative au gré des évocations. L'impact de la Hongrie ne semble donc pas avoir autrement ébranlé un noyau solide qui grimpe à 67 membres pour l'année 1958/1959, 80 en 1959/1960, avec un léger repli en 1960/1961 à 71<sup>82</sup>. La centaine étant dépassée à la rentrée 1961 qui rassemblera finalement 160 membres. Peut-on attribuer une signification particulière, du point de vue de l'engagement communiste, à la répartition facultaire ? Sur 139 données connues, les Sciences viennent en tête avec 29, suivies de Philo (28), Médecine (25), Droit (13), Sciences-Po (7) Psycho-péda (6) et Polytechnique (5). C'est en fait parallèle à la population de ces diverses facultés. A souligner un important groupe, mais disparate, de 26 membres venus de différentes écoles supérieures de Bruxelles, avec prédominance de l'Académie, du Conservatoire et des Ecoles normales. L'importante fraction de professeurs communistes en Sciences ne paraît pas une explication probante alors même qu'en médecine, autre pôle important, ce n'est certainement pas le cas<sup>83</sup>.

Le rapport masculin /féminin est de 107 pour 43, soit une présence féminine de 28,6 % . Nous ne disposons d'aucune base de comparaison avec les autres cercles politiques. Peut-on se fier cependant au souvenir que les EC bénéficiaient par comparaison d'une présence féminine importante à ceci près, et ce n'est pas anodin, qu'aucune étudiante ne siégea au secrétariat ces années là, mais certaines exercèrent des responsabilités dans les groupes facultaires. C'est Gand qui connut comme secrétaire politique Micheline Roelandt, c'est en janvier 1962 qu'apparut Elena Hazard comme rédactrice en chef *d'En Avant*.

Entre données chiffrées et estimation s'insère un élément subjectif qui n'est pas sans importance. Sur base d'une connaissance subjective mais aussi l'étude systématique du milieu communiste depuis sa formation, nous avons repéré près de 40 adhérents aux EC de la période concernée issus de familles communistes. Leur adhésion idéologique ou même affective au communisme précède donc leur inscription formelle à l'organisation. L'examen révèle que pour une bonne part, il s'agit de familles dont l'entrée en communisme est liée au conflit mondial, et sans aucun doute le rayonnement de l'Union Soviétique a agi comme élément constituant. Ceci relativise quelque peu l'attraction exercée par l'activité propre et les adhésions gagnées sur le front des amphs. Il est vraisemblable que la situation sera différente pour les années ultérieures.

### *Motivations*

Comment saisir la ou les motivations de ces jeunes qui rejoignent après le XX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS et le rapport Khrouchtchev ? Sont-ils totalement dégagés du poids du passé stalinien ? Les plus anciens l'ont encore assumé, se mélangent donc des parcours divers, mais joue très peu l'expérience spécifiquement belge, celle du XI<sup>e</sup> Congrès du PCB, le rejet du culte et du sectarisme assumé *motu proprio* en 1954 par le PCB.

<sup>82</sup> Les chiffres pour 1957/1958 font défaut et les différentes exclusions intervenues en 1960/61 expliquent ce recul..

<sup>83</sup> Certaines approches de l'origine sociale d'origine des étudiants en Sciences et en Philo, par comparaison au Droit et à Polytechnique sont démenties ici par la Médecine.



Deux sources nous apportent un éclairage utile. Le fils d'un intellectuel communiste, résistant, déporté, détaille à l'intention d'*En Avant*, ce que représente son adhésion au communisme: le choix d'une société fraternelle, la fin du colonialisme, la paix. Mais sa réalisation doit différer de celle de l'URSS, de façon non violente, « une dictature du prolétariat plus souple », le multipartisme, l'expression d'opinions diverses. Son adhésion, insiste-t-il, fut avant tout idéologique, en réaction à l'esprit réactionnaire, petit bourgeois, qui dominait autour de lui. L'auteur de ces lignes participa à la création du Cercle, en 1956, sans avoir milité auparavant. Deux éléments nous paraissent particulièrement liés à l'époque : la distanciation modérée d'avec le modèle soviétique, la place occupée par l'anticolonialisme au cœur de l'engagement de cette génération<sup>84</sup>.

Quoique datant de 1961, un second document permet une plongée dans les visions et perspectives - osons dire les rêves - d'étudiants communistes déjà présents à l'université dans nos années. Il s'agit d'un débat<sup>85</sup> autour du XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS qui approfondissait les critiques du passé émises au XX<sup>e</sup> et surtout annonçait un plan de 20 ans pour « rattraper et dépasser les Etats Unis » et « planter les bases d'une société communiste ! »

La brutalité des crimes dénoncés a ébranlé tout le monde et le soulagement est évidemment général. Le bénéfice est spécialement perçu comme la possibilité accrue de nouer des alliances, donc de réduire le rejet que suscite encore le communisme. Mais les hésitations sont évidentes sur le passé. La révolution n'a-t-elle pas des exigences ? Le stalinisme n'a-t-il pas été une nécessité ? D'ailleurs, la légalité socialiste a-t-elle été violée dès la révolution ? Dès Lénine ? L'URSS a bâti ou commencé à bâtir la société sans classes. Manifestement, beaucoup se rattachent à l'idée que « l'essentiel a été préservé, les fondements du socialisme construits ». Les conditions extérieures, l'infériorité économique et militaire exigeaient une discipline de fer. Même le Jdanovisme se comprend comme l'instrument nécessaire de la dictature du prolétariat. La conviction existe que tout n'a débuté qu'en 1934. Que l'éducation, la production, le bien-être ont été acquis, ce qui a toujours été nié par les bourgeois et... les trotskystes. L'histoire récente des EC explique sans doute le pourquoi de cet acharnement sur Trotsky et les trotskystes !

On perçoit donc que le modèle soviétique résonne encore très intensément, qu'un communisme sans l'URSS semble impensable et est impensé ! D'ailleurs la dénonciation opérée entraîne une « grande admiration pour la force que cela suppose et offre des garanties pour l'avenir ». Cependant, la conviction existe aussi « qu'une démocratie réelle et authentique est absolument nécessaire à une société communiste ». D'autant que « le plan de 20 ans » semble offrir cette perspective et bien plus, pour rêver d'une société idéale.

Pour tenter de comprendre, cadrons bien l'époque. La Hongrie mais surtout la Pologne ont mis en question le « modèle » des démocraties populaires. L'URSS au contraire, semble avoir entamé avec Krouchtchev, une lente et difficile remise en cause du passé.

---

<sup>84</sup> APA, Réponse de Kris Borms à un questionnaire de 1959. Ayant quitté le PC par la suite pour se situer à la gauche du PS, Kris Borms sera un militant de la cause palestinienne et d'autres engagements tiermondistes.

<sup>85</sup> Publié dans *En Avant*, n° 15, décembre 1961, pp. 10 à 30.

Mais les grands textes, Soljenitsine, Pasternak, qui ébranleront l'opinion publique mais aussi les communistes ne sont pas encore parvenus en Occident. Les milliers de libérés des camps soviétiques sont encore inaudibles. A peine entend-on les accents nouveaux émis depuis Rome par Togliatti. Et au XIII<sup>e</sup> Congrès du PCB, semblent percer, difficilement audibles, les accents d'une voie plus spécifiquement belge au socialisme. Ce qui sera d'ailleurs la cible de la critique et de la prochaine scission de Jacques Grippa. Ni le mot ni l'idée d'un eurocommunisme ne se font encore percevoir. A contrario, la stagnation, la reglaciation qu'incarnera Brejnev n'a pas encore mouché ces espoirs.

Au contraire, avec le programme de 20 ans, on peut croire le processus libérateur enclenché. Par exemple, la transformation même de la notion du travail et des loisirs, l'insertion de la culture et de l'art dans la vie quotidienne, les changements essentiels que présentera l'amélioration du niveau de vie. Une camarade va jusqu'à dire « je suis jalouse des enfants qui naissent maintenant.. ». Ces perspectives sont tellement fondamentales qu'elles vont changer l'homme. Et les envolées décollent : « adhérer au PC, c'est un pas dans la lutte contre l'aliénation ». Ce programme « c'est la fin de la préhistoire ». La morale affleure, on est tout près de croire à l'homme nouveau : « les contradictions subsisteront, mais seront d'une autre nature, car ce sont des hommes libérés qui s'y attaqueront...! ». Ainsi à l'embellie belge qu'ont apportée les élections de 1961, s'ajoute le champ de tous les possibles d'une société nouvelle programmée. Oui, l'on peut être communiste dans ces années, avec conviction, avec espoir, avec joie !!

Et pourtant, a posteriori, le bilan de cette mini-génération s'avère cependant négatif par un côté essentiel : parmi ces 150 étudiants qui nourrirent les rangs de ces années, ne se sont pas créés des réseaux, des solidarités qui peuvent rassembler, malgré des itinéraires éventuellement fort diversifiés, des compagnons de lutte d'une séquence pourtant essentielle dans leur parcours.

Malgré le rassemblement aléatoire que constitue l'université, on aurait pu croire que les quatre années vécues côte à côte dans un combat que nourrissait une exaltation collective auraient scellé des liens durables...

Bien que nous parcourions ici un territoire très problématique, risquons des hypothèses. Malgré les occurrences que nous allons envisager, un peu moins d'une trentaine sont demeurés pendant un certain nombre d'années et sous des formes et dans des structures diverses, militants ou proches du PCB, ce qui représente un nombre relativement élevé. Mais on ne peut parler de réseau, les chemins étant très divers au sein de cette « nébuleuse ». La seule concentration (8) étant la section « cadres ULB » qui réunit de manière assez lâche assistants et professeurs issus de ces années et qui disparut en 1968. Cette année-là de surcroît, l'épisode tchèque, malgré la condamnation de l'intervention militaire, écarta encore de manière radicale des militants engagés dans diverses formes de rejet plus global du monde du « socialisme réalisé ».

Le décompte des ruptures nettes est plus simple à établir : l'effectif des 150 connut 8 exclusions et surtout 13 qui choisirent en 1963 de suivre Jacques Grippa. On peut également distinguer au moins 6 EC que le choix communiste globalement positif envers la cause palestinienne écarta des rangs. Nous ignorons donc tout de la centaine subsistante, sauf qu'il ne paraît pas y avoir eu maintien de liens quelconques, du moins découlant de l'appartenance commune aux EC. Indiscernables, et pour cause, sont ceux qui ont voulu effacer de leur CV ce qu'ils pouvaient considérer comme un égarement passager

Ainsi cette mini-génération se distingue-t-elle de la génération 68, qui fut riche en adhésions, et semble-t-il encore fort solidaire, car elle grandit au temps d'un marxisme ouvert et enrichissant, et émergea des luttes qui avaient construit l'université du dialogue et de la concertation, récemment mise à mort...

Cette histoire demeure donc sans conclusion. Engagée sous le signe encore vibrant du rayonnement des communistes issus de la guerre, cette « génération », formée à l'écoute d'un marxisme codifié et fermé, a traversé les désenchantements des révélations, des espoirs rapidement éteints. Beaucoup ont pu se croire une génération « perdue ». Si ce n'est que pour certains, la mémoire n'en n'est pas malheureuse, car cette militance fut illuminée soit par la solidarité envers la lutte algérienne, soit l'antifascisme, soit surtout la grande grève 1960-1961, en même temps qu'étaient jetées les bases d'un syndicalisme étudiant qui allait prendre force et vigueur.

Il faudra intégrer cette séquence dans le parcours d'une histoire générale des organisations politiques à l'ULB et en particulier celle qui va des Étudiants marxistes aux Étudiants socialistes unifiés (avant guerre), pour aboutir aux Étudiants communistes dont le parcours se poursuivra encore au moins deux décennies. Nous espérons en avoir livré un maillon significatif.

José Gotovitch

**Liber Amicorum Daniel Rochette**

Notre Comté , Annales du Cercle d'histoire du Comté de Jette  
N°44, 2017  
pp 89-120